

L'ÉVÉNEMENT

Hebdo

N° 499 / 13^{ème} année. mardi 07 octobre 2003

Programme National de Bonne Gouvernance

Point de presse du PNUD

"La bonne gouvernance"

Mme Cécile Molinier, représentante résidente du Pnud à Nouakchott, entourée de quelques collaborateurs et de Koïta Bamariam, directeur des droits de l'homme au CDHLCPI (commissariat aux droits de l'homme à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion), a tenu un point de presse le 2 octobre dernier dans les locaux de la représentation onusienne. Objectif, comme l'a dit auparavant, M. Bâ Moussa Sidi, responsable à la communication, entretenir les journalistes du Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG) que le Pnud a concocté avec ses partenaires du gouvernement mauritanien. Il a toutefois tenu à apporter des précisions à l'intention des journalistes afin de lever tout amalgame qui pourrait être fait entre la tenue de ce point de presse et le climat de pré-campagne qui prévaut en ce moment dans le pays. D'où l'explication avancée pour dire que c'est un problème de calendrier parce que tout simplement le Pnud avait décidé d'organiser toutes les fins de mois, un point de presse pour tenir les journalistes informés de leurs activités. Cette précision faite, la parole est revenue à M. Lam Moctar, le leader thématique du sujet de la gouvernance. En dehors du contexte général qui caractérise la situation de la Mauritanie (population faible, paysage désertique à plus de 90%, taux élevé d'analphabètes, mortalité maternelle alarmante), l'analyse de la situation et la stratégie relève un certain nombre de problèmes à résoudre, en dépit des progrès réalisés en matière de gestion des affaires publiques. Il s'agit, entre autres, de la "faiblesse des performances de l'administration, de l'insuffisance en matière de gestion du développement économique, de l'insuffisante prise en charge des besoins des populations par les acteurs du développement local et des faibles capacités d'intervention du Parlement".

C'est pour aider à la résolution de tous ces problèmes que le PNUD a mis en place un programme d'appui à la Bonne gouvernance en Mauritanie. L'agence onusienne a ciblé un nombre important de bénéficiaires dont les structures administratives chargées de la programmation, de l'exécution et du suivi de la gestion des ressources publiques (Maed, ministère des Finances, Cour des Comptes, Inspection générale des Finances), les communes, le Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion (CDHLCPI), la société civile et la presse).

Pour s'inscrire dans cette optique, le gouvernement a soumis au 4ème Groupe consultatif pour la Mauritanie un "Cdre général du Programme national de bonne gouvernance" considéré comme l'un des moyens adéquats pour réaliser les objectifs à court et à moyen termes du CSLP. Ce document de référence nationale, en terme de politique de développement et de lutte contre la pauvreté, a servi de cadre de référence pour la formulation du PNBG (Programme national de bonne gouvernance), réalisé sur la base d'un large consensus impliquant la société civil et le secteur privé, leviers essentiels de cette politique de décentralisation et de processus participatif. La stratégie de bonne gouvernance vise à remédier aux insuffisances structurelles déjà évoquées plus haut. (Nous y reviendrons).